

LE DISCOURS DE GEORGETOWN, DEUXIÈME PARTIE

Al Gore : « Que cache l'administration Bush ? »



Nous terminons la publication intégrale du discours prononcé par Albert Gore à l'université de Georgetown, le 24 juin 2004. L'ancien vice-président des États-Unis s'y indigna des instructions de la Maison-Blanche ayant légalisé la torture. Il dénonça les abus de pouvoir sans précédent, même sous Nixon. Surtout il s'interrogea sur la culture du secret qui empêche le fonctionnement des contre-pouvoirs et plonge le pays dans l'ignorance. Enfin, il demanda une enquête parlementaire. Une investigation au cours de laquelle le président Bush devrait témoigner sous serment et à l'issue de laquelle, il pourrait être sanctionné.

page 2

Le Pentagone militarise la Colombie

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Thomas O'Connell, secrétaire adjoint à la Défense pour les conflits de basse intensité et ancien assassin dans l'opération Phoenix, salue les réussites du gouvernement Uribe en Colombie. L'auteur ne précise pas si la sécurité a été ou non rétablie dans le pays, mais se félicite de l'omniprésence de la police et de l'armée. Il affirme que la population se réjouit de cette situation et que, selon les sondages, l'armée respecte plus les Droits de l'homme.

page 9

REPÈRE : 25 JUIN 1876

Éphémère victoire à Little Big Horn

Glorifiées par les romans populaires et le cinéma, les « guerres indiennes » qui achvèrent la colonisation de l'Ouest américain n'étaient en fait que des massacres d'indigènes mal armés, voire des femmes et d'enfants sans protection. Le 25 juin 1876, le général Custer, chargé de « nettoyer une zone », attaque un campement d'indiens lakota au lieu dit Little Big Horn. Ayant repéré un grand groupe de femmes et enfants fuyant le campement, il divisa son unité en trois « afin d'encercler et de massacrer le plus possible de ces rebelles ». Mal lui en prit, les cavaliers sioux des chefs Sitting Bull et Crazy Horse arrivèrent juste à ce moment-là et contre-attaquèrent. On retrouvera le cadavre du massacreur Custer deux jours plus tard, empilé avec ceux d'une centaine de ses hommes. Sitting Bull continuera sa guérilla contre l'armée US pendant encore 13 ans, jusqu'au 29 décembre 1890, quand la totalité des 300 membres de sa tribu sera désarmée et massacrée par la cavalerie sur les pentes enneigées de Wounded Knee. Les noms de ces deux lieux sont désormais mythiques dans l'histoire des Premières Nations américaines. ■



« SOUVERAINETÉ IRAKIENNE » : QUAND LES IMAGES DÉMENTENT LES SLOGANS

On a lu et entendu, durant la semaine, beaucoup de spéculations sur la nature de la nouvelle « souveraineté » irakienne. Le 29 juin, alors que nous reproduisions divers points de vue sur la question, *Le Monde* titrait pour sa part, de manière surréaliste, « *Le pouvoir a été rendu aux Irakiens* », en publiant simultanément un article qualifiant le Premier ministre Iyad Allaoui (photo) de « protégé de la CIA ». Quoi qu'il en soit, la souveraineté du gouvernement de Collaboration se mesure au fait que sa sécurité n'est pas assurée par sa propre police, mais par les Forces militaires spéciales de l'armée d'occupation. ■

Le discours de Georgetown, deuxième partie

Al Gore : « Que cache l'administration Bush ? »

Nous terminons la publication intégrale du discours prononcé par Albert Gore à l'université de Georgetown, le 24 juin 2004. L'ancien vice-président des États-Unis s'y indigne des instructions de la Maison-Blanche ayant légalisé la torture. Il dénonce les abus de pouvoir sans précédent, même sous Nixon. Surtout il s'interroge sur la culture du secret qui empêche le fonctionnement des contre-pouvoirs et plonge le pays dans l'ignorance. Enfin, il demande une enquête parlementaire. Une investigation au cours de laquelle le président Bush devrait témoigner sous serment et à l'issue de laquelle, il pourrait être sanctionné.

La première partie de ce discours a été publiée dans notre édition du 2 juillet.



Nous nous retrouvons dans une situation sans précédent, dans laquelle nous connaissons chaque jour un conflit de haute intensité entre les illusions idéologiques sur lesquelles cette administration a fondé sa politique et la réalité du monde dans lequel le peuple des États-Unis vit.

Quand vous examinez le fond du problème de la politique de Bush en Irak, c'est en fait assez simple : il a adopté un point de vue idéologiquement orienté sur l'Irak, qui ne correspondait dramatiquement pas à la réalité. Tout ce qui a mal tourné est, d'une façon ou d'une autre, le résultat d'un spectaculaire et violent conflit entre le paquet d'idées fausses qu'il a naïvement absorbé et la trop

douloureuse réalité que nos troupes, nos contractants civils et diplomates, et nos contribuables ont affronté. Bien sûr, il y a eu plusieurs autres collisions entre l'idéologie du président Bush et la réalité des États-Unis. Pour prendre l'exemple le plus frappant, la transformation d'un excédent budgétaire de 5 milliards de dollars en un déficit de 4 milliards est, dans un autre registre, une erreur d'estimation aussi spectaculaire que la guerre en Irak.

« Ils ont fait la sourde oreille à toutes leurs leçons sur le fait que les démocraties n'envahissent pas les autres nations »

Mais il n'y a pas eu de plus bizarre ou troublante manifestation de la façon dont la politique du président a fait déraiser l'Amérique que les deux profonds chocs à la conscience que notre nation a connu le mois dernier. Premièrement arrivèrent les images extrêmement perturbantes montrant des formes étranges d'abus physiques et sexuels - et même de torture et d'assassinat - par certains de nos soldats sur ceux qu'ils avaient capturés comme prisonniers en Irak. Ensuite, le deuxième choc vint la semaine dernière, sous la forme d'une note étrange et ambiguë qui, en fait, cherchait à justifier la torture et, d'une façon ou d'une autre, à fournir une justification légale pour des activités bizarres et sadiques menées au nom du peuple états-unien, lesquelles ne sont, pour toute personne raisonnable, rien d'autre que des crimes de guerre. En réalisant leur analyse, les juristes de l'administration ont conclu que le président, dès lors qu'il agit en tant que commandant en chef, est au-dessus et à l'abri de l'état de droit. Au moins, nous n'avons pas besoin de deviner ce que nos fondateurs auraient eu à dire à propos de cette théorie bizarre et non-américaine.

En milieu de semaine, l'indignation causée par la révélation de cette analyse juridique a forcé l'administration à déclarer qu'elle jetait cette note et qu'elle était « *non pertinente et surfaite* ». Mais personne dans l'administration n'a dit que le raisonnement était erroné. En fait, un porte-parole du département de la Justice dit même qu'il assume cette définition torturée de la torture. De plus, l'importante analyse concernant les pouvoirs du commandant en chef n'a pas été désavouée. Et le point de vue de la note, selon lequel il incombe au commandant en chef de donner l'ordre pour toute technique nécessaire afin de soutirer des informations, a certainement contribué à créer une atmosphère conduisant aux atrocités commises contre les Irakiens à Abou Ghraib. Nous savons également que le président Bush a récompensé l'auteur principal de cette monstruosité légale en lui offrant un siège à la Cour d'appel des États-Unis. Le président Bush, pendant ce temps, continue d'attribuer la responsabilité des horribles conséquences de ses décisions politiques moralement obtuses aux jeunes soldats, caporaux et sergents qui sont peut-être coupables individuellement pour leurs actions, mais qui n'étaient certainement pas responsables de la politique qui a instauré le goulag Bush et a conduit à la catastrophe stratégique des États-Unis en Irak.

J'appelle l'administration à rendre publique tous ses documents relatifs aux interrogatoires, y compris ceux utilisés par l'armée en Irak et en Afghanistan, ceux utilisés par la CIA dans ses centres de détention à l'extérieur des États-Unis, de même que les analyses liées à l'utilisation de tels documents.

L'objectif de l'administration Bush d'établir une domination états-unienne sur tout adversaire potentiel a conduit à l'arrogante et tragique erreur de la guerre d'Irak, une aventure douloureuse marquée par une succession de désastres dus à une succession d'hypothèses erronées. Mais les personnes qui en ont payé le prix sont les soldats états-uniens piégés là-bas et les Irakiens emprisonnés. L'obsession de la domination des États-Unis dans le monde est à mettre exactement en parallèle, dans les aspirations de cette administration, avec l'idée de rendre le rôle du président totalement prépondérant dans le système constitutionnel.

Nos fondateurs avaient compris, peut-être mieux que Lord Acton, le sens profond de son aphorisme selon lequel si le pouvoir corrompt, alors le pouvoir absolu corrompt absolument. L'objectif de domination nécessite de s'interroger sur le pouvoir. Ironiquement, ils ont eux-mêmes fait la sourde oreille à toutes leurs leçons sur le fait que les démocraties n'envahissent pas les autres nations. La poursuite de la domination dans sa politique extérieure et stratégique a conduit l'administration Bush à ignorer les Nations unies, à porter gravement atteinte à nos plus importantes alliances dans le monde, à violer le droit international et à risquer de s'attirer la haine du reste du monde. L'exercice tentant du pouvoir unilatéral a conduit ce président à interpréter ses prérogatives vis-à-vis de la constitution d'une façon qui aurait été le pire cauchemar de nos fondateurs.

« À chaque fois qu'une occasion d'abus de pouvoir se présente, Ashcroft semble être celui qui la commande »

Et le genre de pouvoir unilatéral qu'il imagine n'est, dans tous les cas, qu'un miroir aux alouettes. De la même façon que son aventure en Mésopotamie a amené de tragiques conséquences pour nos soldats, pour le peuple irakien, pour nos alliances et toutes ces choses que nous estimons importantes ; de la même façon, sa nouvelle interprétation de la présidence qui affaiblit le Congrès, les tribunaux et la société civile n'est bonne ni pour la présidence, ni pour le reste de la nation.

Si le Congrès est réduit au rang de chambre d'enregistrement pour l'exécutif et que les jugements des tribunaux apparaissent comme des calculs politiques, alors le pays souffre. Ce genre d'activités anormales, non-démocratiques, auxquelles cette administration s'est adonnée pour élargir son pouvoir inclut la censure de rapports scientifiques, la manipulation de statistiques budgétaires, l'étouffement de la dissidence et l'ignorance du renseignement. Bien qu'il y ait déjà eu d'autres tentatives, par d'autres présidents, pour empiéter sur les prérogatives légitimes du Congrès et des tribunaux, nous n'avons encore jamais connu ce genre de déformation systématique de la vérité et d'institutionnalisation de la mauvaise foi comme composante du processus politique.

Il y a deux cent vingt ans, John Adams notait, en décrivant l'un des plus élémentaires principes fondateurs de l'Amérique, « *L'exécutif ne devra jamais exercer les pouvoirs législatifs et judiciaires, ou l'un des deux... idéalement, il devrait être un gouvernement de lois et non d'hommes.* »

La dernière fois que nous avons eu un président qui pensait être au-dessus des lois, ce fut lorsque Richard Nixon déclara à un journaliste : « *Quand le président le fait, cela signifie que ce n'est pas illégal... Si le président, par exemple, approuve quelque chose, approuve une action pour une raison de sécurité nationale, ou, dans ce cas, à cause d'une menace de grande importance sur l'ordre et la paix intérieure, alors la décision du président dans cette circonstance est d'autoriser ceux qui mènent cette action à la mener sans violer la loi.* »

Heureusement pour notre pays, Nixon fut obligé de démissionner de la présidence avant qu'il n'ait pu mettre en œuvre son étrange interprétation de la Constitution, mais pas avant que son mépris du Congrès et des tribunaux n'ait engendré une sérieuse crise constitutionnelle.

Les deux plus haut responsables du département de la Justice sous le président Nixon, Elliot Richardson et William French Smith, se révélèrent être des hommes de grande intégrité, et bien qu'il furent des républicains loyaux, ils furent plus loyaux encore envers la Constitution et démissionnèrent par principe plutôt que d'appliquer ce qu'ils considéraient comme des abus de pouvoir de la part de Nixon. Alors le Congrès, également sur une base bipartisane, résista vaillamment à l'abus de pouvoirs de Nixon et déclencha la procédure d'*impeachment*.

Sur bien des aspects, notre actuel président revendique, en réalité, beaucoup plus de prérogatives extra-constitutionnelles vis-à-vis du Congrès et des tribunaux que ne le fit Nixon. Par exemple, Nixon ne chercha pas à pouvoir emprisonner des citoyens États-Uniens indéfiniment sans qu'il soient accusés d'un crime, sans pouvoir consulter d'avocat, ni contacter leurs familles. Et cette fois-ci, l'*attorney general* John Ashcroft n'est guère le genre d'individu à démissionner pour empêcher un abus de pouvoir. En fait, à chaque fois qu'une occasion d'abus de pouvoir se présente avec cette administration, Ashcroft semble être celui qui la commande. Et c'est Ashcroft qui sélectionna les juristes du département de la Justice responsables des embarrassants mémos justifiant et autorisant la torture.

Qui plus est, se démarquant du courageux 93ème Congrès qui sauva le pays des sinistres abus de Richard Nixon, l'actuel Congrès a virtuellement abdiqué de son rôle constitutionnel qui consiste à servir comme une branche égale et indépendante du gouvernement.

Au lieu de cela, ce Congrès à dominante républicaine se plait, pour l'essentiel, à prendre ses ordres auprès du président concernant ce qu'il faut voter ou ne pas voter. Les dirigeants républicains de la Chambre de représentants et du Sénat ont même commencé à empêcher les démocrates d'assister aux *conference committee meetings* [1], où les législations prennent leur forme finale, et au lieu de cela, ils laissent des membres de l'équipe présidentielle assister à ces réunions et rédiger des passages importants des lois à leur place. (En y réfléchissant bien, la détérioration et le manque d'indépendance dont fait preuve ce Congrès choqueraient nos fondateurs plus que tout autre chose car ils croyaient que le pouvoir du Congrès était le plus important garant contre l'exercice malsain d'un trop grand pouvoir par la branche exécutive.)

« Que cachent-ils, et pourquoi le cachent-ils ? »

Cette administration ne s'est pas contentée de réduire le Congrès à la servilité. Elle s'est aussi engagée dans une culture du secret sans précédent, refusant au peuple américain l'accès à des informations cruciales relatives à des actions pour lesquelles des membres du gouvernement devraient rendre des comptes, et déployant un effort systématique de manipulation et d'intimidation des médias afin qu'ils présentent une image plus favorable de l'administration au peuple états-unien.

Écoutez ce que *U.S. News and World Report* a dit à propos de cette culture du secret : « *L'administration Bush a doucement mais efficacement enveloppé de secret de nombreuses actions cruciales du gouvernement fédéral - mettant ses propres activités à l'abri de toute investigation, et retirant du domaine public des informations importantes sur la santé, la sécurité et les questions environnementales.* »

Ce ne sont que quelques exemples, et pour chacun d'eux, vous devez vous demander ce qu'ils cachent et pourquoi ils le cachent.

Plus de 6000 documents ont été retirés des sites web gouvernementaux par l'administration Bush. Pour ne citer qu'un exemple, un document sur le site du département de l'Environnement donnant aux citoyens des informations sur la manière d'identifier des risques chimiques. Certains ont pensé que la principale menace pour l'administration Bush est une menace par risque chimique si l'information restait disponible pour les citoyens états-unien.

Pour éviter les plaintes de la part des gouverneurs de notre nation à propos des sommes qu'ils reçoivent dans le cadre des programmes fédéraux, l'administration Bush a simplement arrêté d'imprimer les rapports préliminaires des budgets d'États.

Pour embrouiller le net consensus de la communauté scientifique sur le réchauffement global, la Maison-Blanche a réclamé que des modifications majeures et des coupes soient faites dans un rapport du département à l'Environnement, de façon si flagrante que l'agence s'était déclarée trop embarrassée pour assumer le rapport.

Ils ont dissimulé le groupe de travail ultra-secret de Cheney sur l'énergie. Ils ont mené une bataille ouverte dans les tribunaux pendant plus de trois ans pour continuer à refuser au peuple états-unien le droit de savoir quels intérêts particuliers et lobbyistes ont conseillé le vice-président Cheney dans la conception de nouvelles lois.

Et lorsque les licenciements massifs sont devenus trop embarrassants, ils ont simplement cessé de publier le rapport habituel sur les licenciements que les économistes notamment recevaient depuis des décennies. Pour cette administration, la vérité fait mal quand elle est accessible au peuple états-unien. Ils éprouvent de la joie face à l'ignorance du peuple. Que cachent-ils, et pourquoi le cachent-ils ?

« Nous avons besoin d'une enquête sur les faits et sous serment »

Au finale, pour cette administration, tout est une question de pouvoir. Ce mensonge à propos du lien inventé entre Al Qaïda et l'Irak était et reste la clé pour justifier l'appropriation des pouvoirs constitutionnels par le président. Aussi longtemps que leur gros et flamboyant mensonge restera un fait établi dans l'opinion publique, le pouvoir de déclarer des guerres selon ses fantaisies par le président Bush sera perçu comme justifié. Il sera perçu comme légitime dans ses suspensions sélectives des libertés civiles - encore selon sa propre volonté - et continuera d'intimider la presse et, de ce fait, d'influencer la réalité politique que perçoit le peuple états-unien durant sa course à la réélection.

La guerre est une violence légale, mais même dans la guerre, nous reconnaissons le besoin de règles. Nous savons que dans nos guerres, nous nous sommes parfois éloignés de ces règles, souvent à cause de la colère surgissant dans la passion de la bataille. Mais jamais auparavant nous n'avons connu, que je sache, une situation dans laquelle le cadre légal pour ce genre de violence avait été créé par le président, pas plus que nous n'avions connu de situation où ces choses étaient mandatées par des directives signées par le secrétaire à la Défense, comme il est rapporté et soutenu par le Conseiller à la sécurité nationale.

Par le passé, nous pouvions toujours regarder la direction de l'exécutif comme le point d'où le rétablissement du droit pouvait venir et la loi être maintenue. C'était l'une des grandes fiertés de notre pays : un *leadership* humain, fidèle à la loi. Ce que nous avons maintenant est le résultat de décisions prises par un président et une administration pour qui la meilleure loi, c'est l'absence de loi aussi longtemps que les lois menacent de restreindre leurs volontés politiques. Et quand les contraintes légales ne peuvent pas être contournées ou éliminées, ils les manipulent pour qu'elles soient affaiblies par l'évitement, les ajournements, les chicanes, les obstructions et par l'incapacité à les faire appliquer par ceux qui ont juré sous serment de servir la loi.

Dans ces circonstances, nous avons besoin d'une enquête sur les faits et sous serment, où l'évitement et le faux serment seraient passibles de sanctions. Nous avons besoin d'une enquête par un Congrès lucide, dont les membres des deux partis savent qu'ils seront jugés par l'histoire. Nous ne pouvons nous en remettre à un département de la Justice rabaisé et livré aux mains de fanatiques. « Supervision parlementaire » et « poursuites exceptionnelles » sont des expressions qui devraient être dans le vent. Si notre honneur en tant que nation doit être restauré, ce ne sera pas en autorisant les puissants à se protéger en utilisant les lois comme bouclier : ce sera en utilisant la loi contre les puissants. Notre dignité et notre honneur en tant que nation n'ont jamais découlé de notre perfection en tant que société ou peuple : ils ont découlé de la conviction qu'au bout du compte, ce pays tendrait vers la justice comme le compas tend vers le pôle ; que si toutefois nous étions amenés à dévier, nous nous rétablirions et retrouverions notre chemin. Voilà ce que nous devons faire maintenant.

[1] *ndlr.* Les *conference committee meetings* sont l'équivalent des commissions mixtes paritaires élaborant les compromis législatifs entre les deux chambres dans le système français.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le Pentagone militarise la Colombie

Analyse

Max Boot regrette dans le *Los Angeles Times* le traitement qui a été infligé aux prisonniers irakiens par les GI's, mais relative ces abus. Ils ne sont pas grand-chose face à ceux, bien plus terribles, commis par les adversaires de l'Occident. D'où l'on doit conclure que la Convention de Genève ne sera jamais appliquée réciproquement entre Occidentaux rationnels et Orientaux qu'il s'abstient de qualifier explicitement. Ce raisonnement conduit l'auteur à ériger les nazis en parangons de vertu dans la mesure où ils traitaient correctement leurs prisonniers de guerre, signifiant a contrario que les Orientaux sont pires que les nazis. Une remarque qui s'appuie sur une méconnaissance historique et une confusion entre les prisonniers de guerre de la Wehrmacht et les prisonniers civils de la SS.

Dans la même veine, Thomas O'Connell, secrétaire adjoint à la Défense pour les opérations spéciales et les conflits de basse intensité, salue dans le *Washington Times* les réussites du gouvernement Uribe en Colombie. L'auteur ne précise pas si la sécurité a été ou non rétablie dans le pays, mais se félicite de l'omniprésence de la police et de l'armée. Il affirme que la population se réjouit de cette situation et que, selon les sondages, l'armée respecte plus les Droits de l'homme. Pour bien comprendre le point de vue éclairé du secrétaire O'Connell, il convient de se souvenir qu'il débuta sa carrière comme assassin dans le cadre du programme Phoenix en Asie du Sud-Est, puis développa ses compétences à la sinistre École des Amériques au Panama. Il est aujourd'hui chargé de la fusion des opérations spéciales et du renseignement au Pentagone. Il travaille en étroite liaison avec le général Boykin lequel s'était illustré en organisant l'assassinat de Pablo Escobar.

Daniel C. Twining du German Marshall Fund dénonce dans le *Christian Science Monitor* le nouvel empire de poche que se taille la Russie. Il accuse Moscou de fomenter des sécessions chez ses voisins et de n'accepter d'y mettre fin qu'en échange de l'installation de bases militaires permanentes. Il cite, à titre d'exemple, le séparatisme de la Transnitrie en Moldavie. Soulignons que, lors de son déplacement à Istanbul pour le sommet de l'OTAN, Donald Rumsfeld a fait une escale de trois heures en Moldavie. Cette halte n'était évidemment pas justifiée par l'envoi d'un contingent d'une cinquantaine de Moldaves en Irak, mais bien par la crise de Transnitrie. Deux jours plus tard, le sommet de l'OTAN adressait une déclaration à la Russie pour lui demander d'évacuer les 1400 hommes qu'elle stationne depuis plus de dix ans dans la province sécessionniste.

L'*International Herald Tribune* donne la parole à Mark Malloch Brown du PNUD et à David M. Malone et Kirsti Samuels de l'Académie internationale de la paix. Tous plaident pour que l'on donne du temps au temps. La reconstruction d'une nation ne peut se faire à la hâte puisqu'il faut à la fois se préoccuper de démocratiser les institutions et de développer l'économie. Il faut donc penser dans la durée et ne transférer le pouvoir que très progressivement. On retrouve là, sous une formulation contemporaine, le discours classique du colonialisme civilisateur qui prétend apporter une aide paternelle aux peuples-enfants qui ne sont jamais assez mûrs pour se débrouiller seuls.

Enfin, Noel Koch, qui rédigea pour Nixon le décret mettant fin à la conscription, préconise aujourd'hui dans le *Washington Post* son rétablissement. Il y voit trois avantages : résoudre la carence de personnel militaire, faciliter le brassage culturel intérieur, et responsabiliser la population face aux guerres. Cependant, la conscription a été abolie lorsque les États-Unis se sont désengagés d'Asie du Sud-Est, et ne sera rétablie que pour des nécessités militaires, même si on lui trouvera des vertus sociologiques et politiques.

Réseau Voltaire

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign Relations. Journaliste réputé dans les milieux

« Pas de droits pour les GI capturés »

Source : Los Angeles Times

Référence : « No Rights for Captured GIs », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 1er juillet 2004.

La coïncidence ne manque pas d'ironie. Le jour où la Cour suprême annonçait sa décision sur les combattants ennemis, Al-Jazeera montrait une vidéo qui annonçait que les soldats américains capturés seraient exécutés par les insurgés irakiens. Keith M. Maupin, militaire américain capturé en Irak, n'a pas eu droit à un procès ou à faire appel à la justice, pour ce qu'on en sache, il n'a pas non

économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

plus reçu d'électrochoc ou été menacé par des chiens de gardes. Il a simplement reçu une balle dans la tête. Pourquoi Michael Moore ne fait-il pas un film sur ces soldats-là ?

Je ne veux pas dire que la Cour suprême a tort de demander une amélioration du sort des prisonniers, mais que nous ne devons plus être aussi naïfs que nous le sommes. La philosophie de l'armée états-unienne concernant les détenus peut être résumée par la maxime " ne fait pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fasse ". Cette philosophie s'incarne dans la Convention de Genève. Mais il faut comprendre que cette convention, issue du rationalisme occidental, est étrangère aux autres cultures.

Ainsi, malgré leur sauvagerie contre les juifs, les Russes ou les Polonais, tous considérés comme des " sous-hommes ", les nazis se sont bien comportés avec leurs prisonniers anglo-saxons, considéré comme des soldats dignes et qui n'ont pas eu à subir d'exaction à l'exception de cas isolés. Seul 1% des détenus américains des nazis périrent en captivité. Au contraire, pour les Japonais, pétris de morale samouraï, la rédition est un déshonneur et les prisonniers ont été très mal traités, 45 % ne retournèrent jamais chez eux. En Corée, les prisonniers subissaient des abus, mais également un lavage de cerveau communiste et 50 % n'ont pas survécu. Les proportions sont identiques au Nord-Vietnam où les prisonniers étaient torturés pour dénoncer les actions de leur gouvernement. Cela fait mieux comprendre l'héroïsme d'hommes comme John McCain. En Irak en 1991, les prisonniers américains subirent également des traitements visant à leur faire dénoncer leur gouvernement.

Nous avons commis des erreurs à Abu Ghraib ou à la prison d'Andersonville, mais nous n'avons rien fait comparé à nos adversaires et aux décapitations qu'ils pratiquent. Nous pouvons bien traiter nos prisonniers, mais nous ne pouvons rien attendre de nos adversaires.

Thomas W. O'Connell



Ancien responsable des opérations spéciales dans 33 pays, Thomas W. O'Connell est secrétaire adjoint à la Défense pour les opérations spéciales et des conflits de basse intensité.

« Une guerre au terrorisme différente »

Source : Washington Times

Référence : « A different war on terror », par Thomas W. O'Connell, *Washington Times*, 1er juillet 2004.

Washington est plus près de Bogota que de San Francisco, mais la lutte contre le terrorisme là-bas fait rarement la une des journaux. Depuis près de 50 ans, les organisations terroristes ont attaqué la Colombie, la seconde plus vieille démocratie de l'hémisphère occidental, en utilisant le trafic de drogue, l'extorsion et le kidnapping pour financer leurs activités. Elles n'hésitent pas à utiliser des enfants innocents qu'elles manipulent dans des opérations suicide ou à les frapper dans leurs opérations. Elles ne s'attaquent pas qu'aux citoyens colombiens, amis aussi aux richesses du pays et à son environnement pour produire leur cocaïne.

Malgré un passé difficile, la Colombie fait désormais des progrès dans sa guerre au terrorisme. Alvaro Uribe est venu exposer ses succès lors d'une récente visite

à Washington. Grâce aux forces spéciales des États-Unis, les militaristes colombiens sont parvenus à installer une présence gouvernementale sur tout le territoire. Pour la première fois en 40 ans, 100 % des villes colombiennes ont une présence policière ou militaire. Cela représente une part de notre guerre au terrorisme que d'aider à l'entraînement et à l'équipement des forces alliées pour leur donner la capacité de contrôler leur territoire. Les sondages montrent que les Colombiens font de plus en plus confiance en leur gouvernement et que l'armée respecte de plus en plus les Droits de l'homme. Cette situation profite à l'économie. Si nous poursuivons nos efforts, la Colombie peut sortir de la violence.

Daniel C. Twining

Ancien conseiller de politique étrangère de John McCain, Daniel C. Twining est directeur du German Marshall Fund.

« Attention à l'empire russe de poche »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Beware Russia's pocket empire », par Daniel C. Twining, *Christian Science Monitor*, 1er juillet 2004.

Le week-end dernier, **Donald Rumsfeld** s'est rendu en Moldavie, un pays où la Guerre froide n'a jamais vraiment pris fin. Ce voyage illustre la menace pour les valeurs et les intérêts occidentaux que représentent les ambitions impérialistes russes sur les anciennes portions de l'empire soviétique. Cela nous rappelle également qu'en dépit du succès du sommet de l'**OTAN** à Istanbul, cette organisation n'a jamais réussi à terminer son grand projet géopolitique : construire une Europe de démocratie sûre s'étendant jusqu'aux frontières de la Russie.

La nostalgie de la Russie pour son empire est flagrante dans l'empire de poche qu'elle s'est construite à ses frontières. Ces aspirations impériales sont une menace pour la démocratie dans cette région et la négation des valeurs sur lesquelles devrait se fonder le partenariat entre l'OTAN et la Russie.

La Moldavie est devenue un État indépendant, il y a 13 ans, mais la quatorzième armée russe s'y trouve encore puisqu'elle garde la frontière entre la Moldavie et une région sécessionniste, la Transnistrie, devenu un client de Moscou. Les dirigeants de cette région profitent des réseaux criminels qui y prolifèrent (traite des femmes, trafic de drogue et d'arme). Si Al Qaïda n'y a pas encore fait son marché, cela ne saurait tarder. La Russie demande que la Transnistrie devienne un État fédéral et qu'un accord garantisse la présence russe en Moldavie. Seule la mobilisation populaire contre ce projet l'a fait échouer. Cette approche reflète la stratégie classique de Moscou dans ses pays voisins : geler des conflits territoriaux tant que la Russie n'a pas obtenu l'assurance qu'elle pourra déployer ses troupes dans le pays. Cette politique est une violation du traité sur les armes conventionnelles en Europe et c'est un obstacle à la démocratisation. L'OTAN doit s'impliquer dans ces pays et faire comprendre à la Russie que son déploiement à ses frontières la rend plus sûre, et pas le contraire.

Mark Malloch Brown



Ancien vice-président de la Banque mondiale et conseiller en communication de Corazon Aquino quand elle combattait Ferdinand Marcos, Mark Malloch Brown est administrateur du Programme de développement des Nations Unies.

« Reconstruction de nation : voter ne fait pas une démocratie »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Building nations : Voting does not democracy make », par Mark Malloch Brown, *International Herald Tribune*, 1er juillet 2004. Ce texte est adapté d'un discours prononcé à l'Université de l'Europe centrale de Budapest.

Reagan, et d'autres, pensaient durant la Guerre froide que l'arrivée de la démocratie était une panacée qui, avec le libre marché, amènerait la paix et la prospérité aux pays qui les adopteraient. Aujourd'hui, nous savons que c'est faux et que la démocratie avance lentement.

En 20 ans, la démocratisation est un phénomène qui a touché 81 pays dans le monde, souvent par le renversement de régimes autoritaires. Aujourd'hui plus de 140 pays, plus que jamais, tiennent des élections multipartites. Mais souvent la démocratisation s'accompagne d'un statu quo social qui désespère ceux qui avaient placé leurs espoirs dans le nouveau régime. Nous devons nous souvenir qu'il n'y a pas de démocraties établies et qu'elle peut être remise en cause comme le montre les résultats des élections européennes. Cet échec est également frappant en Amérique latine où 12 présidents élus n'ont pas pu terminer leur mandat à cause de la protestation populaire. En comparaison, la Chine, qui connaissait la famine dans les années 60 connaît une croissance exceptionnelle. Elle a sorti 400 millions de personnes de la pauvreté en 20 ans. Cela ne doit pas nous faire oublier la situation des Droits de l'homme dans ce pays et nous devons nous souvenir que s'attaquer aux opposants et à la pauvreté sont les deux faces d'une même pièce car les deux actions visent à faire perdurer le régime. Le monde arabe lui n'a pas de démocratie, pas d'égalité homme-femme, une culture figée, des échecs économiques et des conflits culturels et politiques.

Comment préserver et développer la liberté née de la chute du Mur de Berlin ? Il faut garder en mémoire que la démocratie est un projet à long terme, mais nous ne devons pas non plus penser qu'il faut des siècles pour l'installer. La démocratie doit être plus que le règne de la majorité et l'organisation d'élections libres. Il ne faut pas croire qu'apporter une urne suffit à apporter la liberté et la prospérité.

David M. Malone, Kirsti Samuels

David M. Malone est ancien ambassadeur du Canada à l'ONU, il est président de l'International Peace Academy à New York



Kirsti Samuels dirige le projet des reconstruction d'État à l'International Peace Academy.

« La hâte provoque l'échec »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Haste makes failure », par David M. Malone et Kirsti Samuels, *International Herald Tribune*, 1er juillet 2004.

Chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles en provenance d'Irak, d'Afghanistan ou du Congo. En février dernier, Haïti a sombré dans le chaos. Toutes ces situations doivent nous pousser à nous interroger sur la capacité de la communauté internationale à reconstruire les nations.

Tout le monde s'accorde à dire que la reconstruction d'un pays après un conflit ou une crise est un processus long, pourtant l'engagement de la communauté internationale ne dure jamais longtemps après que l'émotion suscitée par la crise ait pris fin. Cette précipitation entraîne souvent l'organisation trop rapide d'élections qui, compte tenu de leur proximité avec des événements dramatiques, profitent aux extrémistes. C'est ce qui advint en Bosnie. Il y a aussi des pressions en faveur d'un transfert de pouvoir rapide aux autorités locales alors que ces dernières ne disposent pas toujours des institutions suffisantes pour gouverner. C'est ce qui s'est passé au Timor oriental ou l'absence d'un système judiciaire efficace crée des difficultés.

Il faut cesser de céder aux approches à court terme sous peine de voir les crises réapparaître à intervalles réguliers. Il faut donc découpler le processus politique de transfert de pouvoir et le contrôle des institutions clés. Il est difficile de ne pas donner le pouvoir à un nouveau gouvernement issu d'une élection libre et juste, mais rien n'oblige à transmettre immédiatement la responsabilité de la police, de la justice et des systèmes de contrôle financier. Il faut développer progressivement les institutions. Nous devons également nous concentrer sur les crises les plus urgentes et donc réaliser une liste des situations prioritaires.

Noel Koch

Noel Koch a été assistant spécial de Richard Nixon (1971-1974) et vice-secrétaire à la Défense responsable du planning politique du Pentagone (1981-1986).

« Pourquoi nous avons besoin d'un retour de la conscription »

Source : Washington Post

Référence : « Why We Need the Draft Back », par Noel Koch, *Washington Post*, 1er juillet 2004.

En tant que rédacteur des discours de Richard Nixon, c'est moi qui ait rédigé la proposition de fin de la conscription militaire. Cette mesure avait été prise pour apaiser les campus, mais Nixon la regretta. Jamais depuis le Vietnam, le sujet n'était revenu avec autant de force qu'aujourd'hui.

Il faut admettre qu'il y a peu de bons arguments s'opposant à la conscription et beaucoup en sa faveur. La première des raisons est que nous manquons d'homme et que l'on ne peut pas constamment mobiliser la réserve et les Gardes nationaux. Cependant il existe des raisons autres que militaires. La conscription permet en effet d'unifier une classe d'âge sans distinction de classe ou de race. Elle permet un mélange des populations.

Bien sûr, la conscription n'est jamais un moment agréable, mais elle permet de poursuivre l'homogénéisation de notre société et moi qui n'avait pas de diplôme universitaire, je me suis ouvert à la culture durant mon service militaire. La conscription a permis, après la Guerre civile, de faire de nous une nation. Ceux qui ont fait leur service militaire en sont radicalement changés et reviennent chez eux avec un attachement à l'Amérique que n'ont pas les autres. Il est rare qu'ils regrettent par la suite d'avoir fait leur service.

Notre armée a besoin de la conscription, mais également notre nation. Cela permet de donner un aperçu de la guerre à la population et à nos dirigeants, de leur montrer le véritable coût et ce que cela engage vraiment.